

Immigration, insécurité, chômage, euro-mondialisme, impôts, précarité, délocalisations, laxisme moral... ÇA SUFFIT !

Jusqu'en 2002 : la faillite de la majorité PS-PC-ÉCOLO Depuis 2002 : 387 députés UMP-UDF... Pour rien !

En cinq ans de majorité UMP-UDF, plus de 900 000 étrangers ont obtenu un titre de séjour, dix lois sur la sécurité ont été adoptées pour un résultat nul : en 2005, selon l'Observatoire National de la Délinquance, plus de 12 millions de crimes et délits ont été répertoriés ! M. Sarkozy souhaite même que « les étrangers qui s'installent en France aient vocation à devenir français » et reste favorable au « droit de vote des étrangers ». L'UMP-UDF sont favorables à l'euro-mondialisme qui provoque en France la destruction de 200 000 emplois industriels

chaque année et la ruine programmée de l'agriculture, de la pêche, de la viticulture et de nos traditions rurales. En cinq ans, l'UMP et l'UDF ont tour à tour supprimé la double peine qui interdit l'expulsion des délinquants étrangers après leur sortie de prison, se sont prononcés pour la discrimination positive qui crée une véritable préférence étrangère et ont violé le principe de laïcité de l'État en institutionnalisant l'islam de France, et en autorisant la construction de mosquées avec les impôts des Français.

Les priorités de Joël HOUVET pour relever notre France :

RÉTABLIR LA SÉCURITÉ POUR TOUS

en expulsant systématiquement les étrangers condamnés pour crimes et délits et en donnant plus de moyens à la justice et aux forces de l'ordre.

INVERSER LE COURANT DE L'IMMIGRATION

en supprimant le regroupement familial, en organisant le retour chez eux des clandestins et des étrangers sans emploi, en interdisant le financement public des mosquées.

RÉFORMER LE DROIT DE LA NATIONALITÉ

en supprimant l'acquisition automatique de la nationalité : être Français cela s'hérite ou cela se mérite, et dans tous les cas cela se respecte.

DONNER UN EMPLOI À CHAQUE FRANÇAIS ET RÉÉVALUER LES BAS SALAIRES

en accordant la priorité d'embauche aux Français dans les emplois du secteur privé (comme c'est le cas aujourd'hui pour les fonctionnaires), en protégeant nos secteurs de production contre l'ultra-libéralisme et les délocalisations.

CRÉER UN REVENU PARENTAL POUR LES FAMILLES FRANÇAISES

pour permettre au parent qui le souhaite de se consacrer à l'éducation de ses enfants. Encourager la famille française et les valeurs traditionnelles. Protéger la vie et la dignité humaine de la conception à la mort.

SAUVER LA SÉCURITÉ SOCIALE ET NOS RETRAITES

en réservant les allocations familiales aux Français, en séparant les caisses entre Français et étrangers, en rendant à l'hôpital public les moyens de la proximité et de la performance et en sauvegardant notre système de retraite par répartition.

BAISSER LES IMPÔTS ET LES TAXES

en mettant fin aux gaspillages de l'argent public et en supprimant progressivement l'impôt sur le revenu du travail, en instaurant des protections douanières aux frontières pour lutter contre la concurrence sauvage déloyale.

RENDRE LA PAROLE AU PEUPLE ET RESTAURER SES LIBERTÉS

en instituant le référendum d'initiative populaire, en renégociant les traités européens, en défendant les automobilistes raisonnables contre les persécutions fiscales et pénales.

SAUVER NOS CAMPAGNES ET NOS TRADITIONS RURALES

en transférant l'argent gaspillé dans la "politique de la ville" vers les zones rurales par la création d'un plan de développement pour maintenir les services publics et pour la création d'emplois.

Le programme complet de gouvernement du FN sur notre site internet :

www.frontnational.com

**Aidez-nous
à vous défendre !**

FN 83

BP 564 - 83054 TOULON cedex

Tél. 04 94 89 25 24

Nom - Prénom :

Adresse :

Code postal - Ville :

Tél. :

Courriel :

Je désire recevoir, gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation sur le FN.

Je désire adhérer au FN (50 € par an - 30 € pour les moins de 25 ans et les chômeurs)
Chèques à l'ordre de "mandataire financier FN"

La loi sur le financement des partis politiques vous autorise à payer moins d'impôts tout en vous permettant de défendre vos idées. La contribution que vous faites aujourd'hui vous donne droit à une réduction d'impôt sur le revenu pour 66 % de son montant. Un reçu fiscal anonyme vous sera envoyé, sans mention de l'organisme bénéficiaire.

Conformément à la loi Informatique et Libertés, vous disposez d'un pouvoir d'accès et de rectifications.